



PRÉFET DE LOT ET GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 47-2026-05-21-00002

en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

TERRES DU SUD

**dont le siège social est situé place de l'hôtel de ville, Clairac (47320)
de respecter les prescriptions applicables à l'installation de stockage et de séchage de grains.
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le Préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier des Palmes académiques

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 17 décembre 2025 portant nomination de M. Bruno ANDRÉ en qualité de préfet de Lot-et-Garonne ;

Vu le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Cédric BOUET en qualité de secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne, sous-préfet de l'arrondissement d'Agen ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à M. Cédric BOUET secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

Vu les articles 3, 9, 13, 14, et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu les articles 8.3.3 8.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2016, ayant pour référence le numéro 47-2016-11-03-002, autorisant la S.C.A. Terres du Sud à exploiter des installations de stockages de céréales, d'extraction d'huiles végétales et de fabrication d'aliments pour animaux sur la commune de Sainte-Livrade-Sur-Lot (47110), à l'adresse rue des Silos.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, accompagné du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courriel du 14 avril 2026 faisant suite à la visite d'inspection inopinée diligentée le 11 février 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans son courrier du 22 avril 2026, sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire, en date du 14 avril 2026 ;

Considérant que les articles 3, 9, 13, 14, et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 disposent que :

- **article 3** : «[...]Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement[...],»

- **article 9** : « les installations électriques, [...], doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...], »
- **article 13** : « [...]. Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins d e câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces s usceptibles d'en accumuler. [...], »
- **article 14** : «[...] La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux silos. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux se rvices de secours.[...], »
- **article 15** : «[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...], »

Considérant que les articles 8.3.3, 8.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2016 disposent que :

- **article 8.3.3** : « Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation :
- [...],
- Gamot 2 vers Gamot 1, transporteur à bande : contrôleur de déport de bande [...].
L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer [...]. », »
- **article 8.4.1** : «[...].
L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifié la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle, de nettoyage et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.», »
- **article 8.4.2** : «[...].
Des robinets d'incendie armés sont implantés de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes. À défaut d'un dispositif d'extinction automatique, des dispositifs équivalents type colonne sèche sont implantés à proximité du séchoir. [...],
Les séchoirs sont équipés d'un système de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air.[...].», »

Considérant que lors de la visite d'inspection du 11 février 2026, il a été constaté :

- 1) que le personnel pilotant les séchoirs n'a pas reçu de formation relative au pilotage d'un séchoir,
- 2) que les rapports des installations électriques pour GAMOT 1, 2 et 3 mentionnent de nombreuses observations récurrentes,
- 3) que le silo GAMOT 1 présente un niveau d'empoussièrement élevé,
- 4) que plusieurs sondes et capteurs sont inhibés, car non fonctionnels, en plus des 15 alarmes signalées pour un dépassement du palier de 35 °C et que les procédures d'intervention à appliquer en cas de phénomènes d'auto-échauffement ne sont pas présentes sur site,
- 5) que les capteurs sur les transporteurs TC211 et TC210 étaient inhibés sans raison et que le personnel n'est pas en capacité de déterminer l'ensemble des capteurs inhibés sur l'installation,

6) que l'exploitant n'est pas en mesure d'apporter les éléments attestant de la vérification des détecteurs de départ de bandes, pour le TB 201 (ligne entre GAMOT 1 et 2),

7) que l'exploitant n'a pas été en capacité de transmettre le programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle, de nettoyage et de maintenance à effectuer par le personnel et le registre en lien prévu,

8) que les deux séchoirs ne sont pas équipés de RIA (Robinetts Incendie Armés) et ne disposent pas de système d'extinction automatique ou de dispositifs équivalents,

9) que les séchoirs ne sont pas équipés de détection incendie,

Considérant que les réponses apportées par l'exploitant ne permettent pas, à ce stade, de s'assurer de la mise en conformité effective de l'installation ;

Considérant la demande de l'exploitant, en date du 22 avril 2026, d'un délai supplémentaire pour apporter une réponse au projet d'arrêté préfectoral, échue au 15 mai 2026 ;

Considérant l'absence de nouveaux éléments apportés au courrier du 22 avril 2026 ;

Considérant la nécessité de diligenter une nouvelle visite d'inspection afin de s'assurer du respect des prescriptions réglementaires applicables au site ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3, 9, 13, 14, et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ainsi que des articles 8.3.3, 8.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2016 susvisés ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles d'entraîner une pollution du milieu naturel, une augmentation des dégâts en cas d'incendie et qu'elles constituent un non-respect des dispositions réglementaires susceptibles de générer un impact ou un risque important ;

Considérant que face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 (point I) du même code en mettant en demeure la société SCA Terres du Sud, site de Sainte-Livrade-Sur-Lot, de respecter les dispositions des articles 3, 9, 13, 14, et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ainsi que des articles 8.3.3, 8.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2016 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société SCA Terres du Sud dont le siège social est situé Place de l'hôtel de ville, 47320 Clairac, exploitant des installations de stockage et de séchage de grains ainsi que de l'extraction d'huiles végétales et de fabrication d'aliments pour animaux, rue des Silos, 47110 Sainte-Livrade-Sur-Lot, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3, 9, 13, 14, et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ainsi que des articles 8.3.3, 8.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2016,

- en formant son personnel intervenant sur la conduite des séchoirs,
- en prenant les dispositions nécessaires afin de remettre en conformité ses installations électriques,
- en s'assurant de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes (étalonnages,

maintenance préventives...) et en élaborant une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement,

- en prenant les dispositions nécessaires afin de vérifier les contrôleurs de déport de bande des transporteurs à bandes,
- met en place le programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle, de nettoyage et de maintenance à effectuer par le personnel ainsi que le registre prévu,
- en équipant ses séchoirs de RIA implanté de façon à ce que toutes les parties des séchoirs puissent être efficacement atteintes,

sous un délai de 3 mois et ;

- en équipant ses séchoirs d'un système d'extinction automatique ou de dispositifs équivalents,
- en équipant ses séchoirs d'un système de détection incendie,

sous un délai de 6 mois ;

Les délais débutent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Lot-et-Garonne ;
- Monsieur le Maire de la commune de SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT (47110) ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agén le **21** MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Cédric BOUET